

PREMIÈRE PARTIE : DU CFR AU BILDERBERG

Histoire secrète de l'Union européenne



Après avoir libéré l'Europe occidentale, en 1945, les États-Unis et le Royaume-Uni décident de la redessiner en créant les États-Unis d'Europe. À coups de millions de dollars, la CIA et le JIC financent les associations pro-européennes pour en faire des instruments de l'endiguement du communisme. Allen Dulles et Joseph Retinger parviennent à créer le Conseil de l'Europe et la CECA, mais échouent à imposer la Communauté européenne de Défense.

page 2

Souveraineté fictive en Irak

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Richard Murphy du Council on Foreign Relations souligne que si l'un des objectifs stratégiques des États-Unis en Irak est d'installer des bases militaires permanentes, l'occupation sera indéfinie et le transfert de souveraineté illusoire. De son côté, le Premier ministre irlandais Bertie Ahern fait observer à ses partenaires européens qu'il est hypocrite de s'offusquer de la présence de l'OTAN en Irak quand on a besoin d'elle pour assurer son approvisionnement énergétique à long terme.

page 9

REPÈRE : 29 JUIN 1911

La République anarchiste de Tijuana

En janvier 1911 au Mexique, plusieurs milliers de partisans de Ricardo Magon, leader ouvrier révolutionnaire actif tant aux USA qu'au Mexique, envahissent les villes de Mexicali, puis de Tijuana au cri de « *Tierra y Libertad* ». Ils sont aidés de nombreux militants anarcho-syndicalistes américains de l'Industrial Workers of the World. La « *Commune de Basse-Californie* » va attirer des centaines de militants révolutionnaires et internationalistes, dont les premières « *Brigades Internationales* ». Pendant cinq mois, ce sera un atelier libertaire bouillonnant et original. Les USA voient d'un mauvais œil ce furoncle sur leur frontière. Ils envoient des conseillers techniques et du matériel à l'armée mexicaine qui mobilise 15.000 soldats pour assiéger Tijuana. La ville tombe, le 29 juin 1911. Ceux qui chercheront refuge aux États Unis seront arrêtés par l'armée américaine et pour la plupart fusillés sur place. Cette révolution libertaire, très mal connue, sera éclipsée par les révoltes de Pancho Villa et Emiliano Zapata en 1913. ■



USA : LES VERTS VOTENT UTILE

En 2000, les Républicains truquèrent les élections présidentielles aux États à grande échelle. Or, écartant un dépouillement manuel du scrutin en Floride, où les irrégularités étaient nettement plus amples que le différentiel des voix entre candidats, la Cour suprême laissa le gouverneur Jeb Bush désigner discrétionnairement les grands électeurs sans se soucier du vote des citoyens. Loin de remettre en question cette fraude, la gauche états-unienne a rendu le candidat indépendant Ralph Nader responsable de l'échec du démocrate Al Gore. Aujourd'hui où le mot d'ordre est « *Tout sauf Bush* », des sections des Verts ont décidé de laisser tomber Nader pour soutenir John Kerry. Ce faisant, elles écartent le seul candidat restant en lice qui conteste la version officielle du 11 septembre et la théorie de la Guerre des civilisations. Elles voteront utile pour le capitaine Kerry, ses surenchères militaristes et son projet de « *domination énergétique globale* ». ■

Première partie : du CFR au Bilderberg

Histoire secrète de l'Union européenne

Après avoir libéré l'Europe occidentale, en 1945, les États-Unis et le Royaume-Uni décident de la redessiner en créant les États-Unis d'Europe. À coups de millions de dollars, la CIA et le JIC financent les associations pro-européennes pour en faire des instruments de l'endiguement du communisme. Allen Dulles et Joseph Retinger parviennent à créer le Conseil de l'Europe et la CECA, mais échouent à imposer la Communauté européenne de Défense.



Réunion du Comité exécutif du Mouvement européen (1949). De droite à gauche : le cinquième personnage est Paul Van Zeeland, puis le président Duncan Sandys et le secrétaire général Joseph Retinger.

C'est en 1922 que le comte Richard de Coudenhove-Kalergi publie son célèbre ouvrage : *Pan Europa, un projet* [1]. L'aristocrate austro-hongrois, reprenant à son compte les analyses du haut fonctionnaire français Louis Loucheur [2], constate que les guerres modernes exigent des capacités industrielles gigantesques. *A contrario*, il est donc possible d'éviter un conflit entre grandes puissances en plaçant leurs ressources sous une autorité commune. On peut espérer prévenir une nouvelle guerre entre l'Allemagne et la France en plaçant le charbon allemand et l'acier français sous le contrôle d'une autorité bi-nationale. Poursuivant son raisonnement, cette fois en intégrant les réflexions de Giovanni Agnelli [3] sur le fédéralisme européen comme antidote aux nationalismes revanchards, Coudenhove-Kalergi propose d'aller plus loin en créant des États-Unis d'Europe sur le modèle américain. Dans son esprit, il s'agit aussi de fonder une Europe-puissance, apte à contrebalancer les nouveaux blocs que sont les USA, l'URSS et l'Empire britannique. Son Europe va donc de

la France à la Pologne.

En 1926, Coudenhove-Kalergi crée une association, l'Union paneuropéenne, qui tient congrès à Vienne avec plus de 2 000 participants. Son projet est celui d'une coopération pacifique entre États souverains. Il s'oppose à la vision fasciste d'une Europe intégrée par la force où les régions ethniques seraient exaltées et les États-nations détruits. Il emporte le soutien d'une kyrielle d'intellectuels comme Guillaume Apollinaire, Albert Einstein, Sigmund Freud, Thomas Mann, José Ortega y Gasset, Pablo Picasso, Rainer Maria Rilke, Saint John Perse, etc.



Aristide Briand

C'est le Prix Nobel de la Paix, Aristide Briand [4], qui est élu président de l'Union.

Dans les années trente, le projet est porté politiquement par Aristide Briand et Edouard Herriot. Vingt-six États sont contactés pour adhérer à une Union fédérale européenne. Par ailleurs, l'homme d'affaires Jean Monnet, qui fut secrétaire général adjoint de la SDN à sa création, constatant que celle-ci devient *de facto* une organisation inter gouvernementale

européenne, propose d'en faire le cadre de l'Union européenne.

Malheureusement ces initiatives arrivent trop tard : elles ne résistent pas à la crise de Wall Street et à la montée des périls.

Le projet anglo-états-unien pour l'Europe occidentale

Exilé aux États-Unis à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Richard de Coudenhove-Kalergi entreprend un vaste lobbying afin de convaincre Washington d'imposer une organisation fédérale en Europe, une fois la paix revenue. Ses efforts sont couronnés de succès lorsque son idée est adoptée, courant 1946 [5], par le Council on Foreign Relations (CFR) [6], qui en fait une de ses recommandations au département d'État.



Comte Richard de Coudenhove-Kalergi

De son côté, l'ancien Premier ministre britannique Winston Churchill, dénonce, en 1946, « *le rideau de fer qui s'est abattu sur l'Europe* » [7]. Il faut stabiliser la partie occidentale et empêcher la contagion communiste.

Le 8 mai 1946, à l'occasion du premier anniversaire de la capitulation du Reich, le Royal Institute of International Affairs (RIIA dit « Chatham House »), organisation britannique sœur du Council of Foreign Affairs (CFR), présente la position commune de Londres et Washington. Elle est exposée par Joseph H. Retinger, un ancien conseiller du gouvernement fasciste polonais en exil à Londres [8] devenu agent des services secrets de Sa Majesté.

Cette position est popularisée par Winston Churchill, lorsqu'il préconise à son tour des « *États-Unis d'Europe* » [9].

Cependant, ce projet n'a rien à voir avec celui de Coudenhove-Kalergi et des démocrates de l'entre-deux-guerres. Londres et Washington envisagent de créer une citoyenneté commune anglo-états-unienne pour sceller un grand empire anglophone. Dans ce contexte, l'« *Europe* » serait une constellation d'États invités à coopérer entre eux et à placer certaines de leurs ressources industrielles sous l'autorité d'une instance supranationale, plus ou moins visiblement articulée à l'Empire anglophone. Le tout formerait une vaste zone de libre-échange imperméable à l'influence communiste.

Débuts chaotiques de l'action anglo-états-unienne en l'Europe occidentale

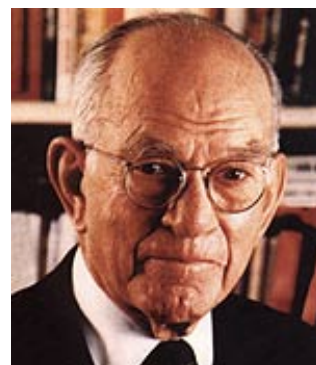
Le processus se poursuit. Les services britanniques créent l'Independent League for European Cooperation (ILEC) (Ligue indépendante pour la coopération européenne) dont Joseph H. Retinger est secrétaire général et l'ancien Premier ministre belge Paul van Zeeland, président. À l'initiative de l'ambassadeur états-unien Averell Harriman, une association section est créée aux États-Unis par Russell C. Leffingwell, président du CFR. Le rôle assigné à l'ILEC est de promouvoir une zone européenne de libre-échange.

Quelques semaines plus tard, en septembre 1946, Allen W. Dulles, nouveau président du CFR, finance la création de l'Union européenne des fédéralistes (UEF), à Hertenstein (Suisse) [10] autour de philosophes personnalistes [11], notamment Alexandre Marc et Denis de Rougemont, et de l'ancien chef du réseau de résistance Combat, Henry Frenay [12]. Le rôle assigné à l'Union des fédéralistes sera de mobiliser l'opinion publique pour accélérer l'intégration (c'est-à-dire la perte de souveraineté des États) qu'aucun dirigeant politique en exercice ne peut promouvoir.

En janvier 1947, Churchill crée le Provisional United Europe Committee (Comité de préfiguration de l'Europe unie).

En mars, à l'initiative du sénateur J. William Fulbright, le Sénat et la Chambre des représentants votent une motion de soutien aux « *États-Unis d'Europe* ». Le Congrès exige des États bénéficiaires du Plan Marshall qu'ils s'engagent à participer à ces « *États-Unis* ».

Et, pour promouvoir dans les élites US les idées du comte de Coudenhove-Kalergi, le sénateur Fulbright crée le Committee for a Free and United Europe (Comité pour une Europe libre et unie) avec William J. Donovan et Allen W. Dulles [13]. C'est le début de la méprise : tout le monde parle d'« *États-Unis d'Europe* », mais personne ne comprend la même chose.



Sénateur J. William Fulbright

En juillet 1947, la revue du Council on Foreign Relations publie un article anonyme, en réalité rédigé par le général George F. Kennan, qui décrit le danger de l'expansionnisme communiste et préconise la

politique d'endiguement (*containment*). Le Conseil sécurité nationale précise la stratégie : la « Phase I » vise à fédérer tous les États d'Europe occidentale libérés par les Anglo-États-Uniens ; la « Phase II » consistera à dégager les États d'Europe centrale et orientale de l'orbite soviétique et à les agréger aux « *États-Unis d'Europe* » [14]

Le Royaume-Uni signe, à Bruxelles, le 17 mars 1948, un traité de coopération militaire avec la France et le Benelux qui institue l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

Churchill convoque une conférence para-gouvernementale à La Haye pour agréger l'Union paneuropéenne, l'ILEC, l'Union des fédéralistes et bien d'autres encore. Du 7 au 10 mai, 800 personnalités répondent à son appel et créent le Mouvement européen. Duncan Sandys, gendre de Churchill, est élu président de l'association et Joseph H. Retinger, secrétaire général [15].

Cependant, le succès de cette opération dépend du maintien de ses ambiguïtés. Les participants ont été sollicités sur des arguments différents, pas toujours compatibles. Il ne faut donc pas laisser à Coudenhove-Kalergi et à son Union paneuropéenne la possibilité de clarifier les choses. Les dirigeants du Mouvement européen (c'est-à-dire les Britanniques) foncent à Washington pour se coordonner avec leurs homologues US qui n'ont pas tout à fait compris les subtilités du vieux continent. Il est décidé de fermer immédiatement le Comité du sénateur Fulbright et de marginaliser Coudenhove-Kalergi. Une nouvelle structure est créée pour superviser la construction européenne : l'American Committee on United Europe (ACUE) (Comité américain pour l'Europe unie).

D'autre part, en vue de la « Phase II », William Hayter, chairman du Comité joint du renseignement britannique, met en place un réseau d'agents restés en place derrière le rideau de fer. Ces *stay-behind* constituent l'Assembly of Captive European Nations (ACEN) (Assemblée des nations européennes captives).

Enfin le Saint-Siège s'investit dans la croisade anti-communiste. Pie XII reçoit le 2e congrès de l'Union des fédéralistes européens à Rome, en septembre 1948.

Le Comité américain pour l'Europe unie

L'ACUE est créé le 5 janvier 1949 au siège de la Fondation Woodrow Wilson à New York. Sans grande discrétion, son Conseil d'administration est un bottin des services secrets US : président William J. Donovan (ex-patron de l'OSS, devenu conseiller de la CIA) ; vice-président Allen W. Dulles (ex-OSS, président du CFR et futur directeur de la CIA) ; directeur exécutif Thomas W. Braden (ex-OSS, futur directeur adjoint de la CIA) ; Et aussi, David Dubinsky, Arthur Golberg et Jay Lovestone, tous trois responsables des actions secrètes de l'AFL-CIO ; etc.

Le Comité tient sa première réunion publique, le 29 mars 1949, en présence de Winston Churchill. C'est une vitrine non-gouvernementale de la CIA qui développe une activité publique de pure forme. Elle a pour fonction réelle de financer discrètement toutes les associations européennes fédéralistes.

Dans son discours inaugural, en saluant les porte-parole de l'Assemblée des nations européennes captives, Churchill déclare : « *Il ne peut y avoir de paix*



Allen W. Dulles

« durable tant que dix capitales d'Europe orientale sont dans les mains du Gouvernement communiste des Soviets. Nous avons nos relations avec ces nations au-delà du rideau de fer. Elles ont envoyé leurs délégués à notre réunion et nous connaissons leurs sentiments et combien ils souhaitent se joindre à la nouvelle Europe unie. Nous devons donc prendre comme but et idéal rien de moins que l'unité de l'Europe dans son ensemble ».

Le 4 avril 1949, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et la France signent le Pacte de l'Atlantique-Nord (OTAN).

L'ACUE finance les réunions préparatoires du Traité de Westminster (5 mai 1949) instituant une organisation visant à définir et étendre les normes de gouvernement du « monde libre », le Conseil de l'Europe. Le Premier ministre belge, Paul-Henri Spaak, en est élu président.

En août 1949, l'Union soviétique fait exploser sa première bombe nucléaire. C'est la stupéfaction à Washington. Truman est persuadé que l'URSS entend utiliser la force pour étendre le communisme. Le général George F. Kennan est remplacé par son adjoint Paul H. Nitze. Désormais le monde est partagé entre deux puissances nucléaires. Cela relativise l'alliance privilégiée avec Londres et par voie de conséquence destine le Royaume-Uni à descendre de son piédestal et à s'intégrer dans l'Europe... Consternation à Londres.

L'ACUE décide de reprendre le contrôle direct du Mouvement européen, c'est-à-dire d'en virer la direction britannique. Une crise est savamment organisée : les Français de l'Union des fédéralistes protestent de leur non-représentation dans les instances dirigeantes et claquent la porte, sous ce prétexte, l'ACUE cesse de financer le Mouvement européen. Le président Duncan Sandys est acculé à la démission en mars 1950. Il est remplacé par le belge Spaak, qui déménage le siège social de Londres à Bruxelles. Un autre belge, le baron Boel, devient trésorier.

La réussite de la CECA et l'échec de la CED

Le 8 mai 1950, pour le cinquième anniversaire de la capitulation du Reich, le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, propose de mettre en pratique le projet de Louis Loucheur et de Richard de Coudenhove-Kalergi en créant une Communauté européenne charbon-acier (CECA). Schuman est membre surnuméraire de l'Opus Dei. La confrérie secrète catholique lui a refait une image en arrivant à effacer le souvenir de sa participation au cabinet de Philippe Pétain qui signa l'armistice du déshonneur. À New York, Allen W. Dulles organise une conférence de presse au cours de laquelle il rend publique une liste de 118 éminentes personnalités états-uniennes, membres de l'ACUE, qui apportent leur soutien au plan Schuman.

Dans la foulée, le ministre français de la Défense, René Pleven, propose, le 24

octobre 1950, la création d'une Communauté européenne de Défense (CED). La communication de cette annonce est appuyée par un Comité de vigilance, émanation de l'Union des fédéralistes d'Henri Frenay, bien entendu financé par l'ACUE. Six États signent le Traité CED à Paris, le 15 février 1951. Mais, les gaullistes et les communistes s'allient pour empêcher sa ratification par l'Assemblée nationale, qui le rejette le 27 mai 1952.

Le bel édifice s'écroule. Il faut changer de stratégie en se repliant sur l'OTAN. Londres et Washington confient à Joseph H. Retinger, toujours secrétaire général du Mouvement européen, le soin de recruter de hautes personnalités européennes pour faire avancer conjointement l'intégration des États européens dans une zone de libre-échange à partir de la CECA, et leur intégration dans l'OTAN. La réunion préparatoire à la création de ce club se tient le 25 septembre 1952 à Paris. Le prince Bernhard des Pays-Bas, Paul van Zeeland, Alcide Gasperi, Guy Mollet, Antoine Pinay et quelques autres y participent. Puis Retinger et le prince Bernhard vont chercher à Washington l'onction du général Walter Bedell Smith, nouveau directeur de la CIA, et de Charles D. Jackson, conseiller spécial du président. Un comité US est formé avec David Rockefeller, Dean Rush, Henry Heinz II, Joseph Johnson, entre autres. La première réunion se tiendra du 29 au 31 mai 1954 à l'hôtel de Bilderberg aux Pays-Bas.

(à suivre...)

[1] "*Paneuropa, ein Vorschlag* a été publié simultanément dans la *Neue Freie Presse* de Vienne et le *Vossische Zeitung* de Berlin, en novembre 1922.

[2] Entrepreneur en bâtiments et travaux publics, Louis Loucheur (1872-1931) introduisit le ciment armé en France. Polytechnicien proche de Clémenceau, il devint secrétaire d'État à l'Armement pendant la Première Guerre mondiale, puis ministre de la Reconstruction industrielle à l'Armistice. C'est lui qui réorganisa totalement l'industrie française dans ces années de guerre et de paix. Par la suite, il devint ministre du Travail et fit construire les premiers logements sociaux.

[3] Giovanni Agnelli (1866-1945), fondateur de la dynastie turinoise, étudia le modèle d'Henry Ford aux États-Unis et créa Fiat en Italie. Il publia, en 1918, *La Fédération européenne ou la Ligue des nations*. Adversaire du Traité de Versailles et de la SDN, il propose une Fédération européenne continentale avec un pouvoir fort et centralisé. De même qu'Henry Ford était un admirateur d'Adolf Hitler, Giovanni Agnelli apporta son soutien à Benito Mussolini.

[4] Ministre français radical, Aristide Briand (1862-1932) est resté dans l'Histoire pour avoir négocié le compromis de séparation des Églises et de l'État, en 1905, puis, pour s'être opposé à la politique revancharde contre l'Allemagne, dans les années 20, et avoir animé la SDN.

[5] Rappelons que pour l'historiographie US, la Seconde Guerre mondiale ne finit pas avec la capitulation du Reich, le 8 mai 1945, mais avec la proclamation présidentielle de cessation des hostilités, le 31 décembre 1946.

[6] « **Comment le Conseil des relations étrangères détermine la diplomatie US** », *Voltaire*, 25 juin 2004.

[7] Discours de Fulton (Missouri), 5 mars 1946.

[8] La Pologne ayant été envahie par le Reich, le gouvernement fasciste de Sikorsky se retrouva du côté des Alliés.

[9] Discours à l'Université de Zurich (Suisse), 19 septembre 1946.

[10] Pendant la Seconde Guerre mondiale, Allen W. Dulles avait dirigé l'OSS (services secrets états-uniens) en Europe depuis Berne.

[11] Le personnalisme est une doctrine élaborée par Emmanuel Mounier qui veut concilier le respect chrétien de la personne humaine et la mobilisation collective mise en valeur aussi bien par le fascisme que par le communisme. Ce mouvement s'était développé autour des revues *L'Ordre nouveau* et *Esprit*.

[12] À partir de 1943, Allen W. Dulles avait financé le réseau Combat pour saboter les efforts de Jean Moulin qui avait exclu les franquistes et inclu les communistes dans le Conseil national de la résistance.

[13] Le général Donovan avait été durant la guerre le chef de l'OSS et Dulles son adjoint pour l'Europe.

[14] En réaction, l'URSS adopte la doctrine Jdanov et crée le Kominform. Les États-Unis ont rompu l'alliance conclue contre les nazis et s'appuient désormais aussi bien sur les partis d'extrême droite, de droite et de gauche non-communiste pour endiguer l'expansion naturelle du communisme. Les communistes du monde entier doivent en tirer les conclusions et rompre avec leurs partenaires de gauche. Ils ne peuvent compter que sur l'aide de l'URSS qui devient *de facto* leur chef de file.

[15] Sont nommés présidents d'honneur : Winston Churchill, Konrad Adenauer, Léon Blum, Alcide de Gasperi et Paul-Henri Spaak.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Souveraineté fictive en Irak

Analyse

La prise en charge par l'OTAN de l'entraînement des forces de sécurité irakiennes, annoncée aujourd'hui, confirme l'éloignement progressif de l'armée états-unienne du front pour mieux assumer sa vocation stratégique primordiale dans le pays, **révélee en mars dernier par le général Garner** : l'établissement de bases permanentes et le contrôle des ressources. Richard Murphy, qui pour sa part travaille au sein du **Council on Foreign Relations** à la prise en charge de l'Arabie Saoudite par les États-Unis, met en garde John Negroponte au sujet des promesses illusoires de « *transfert de souveraineté* » que ce dernier va dorénavant devoir s'efforcer d'honorer. En effet, explique-t-il pratiquement sans détours, si la présence permanente d'une telle force armée exclut en vérité toute notion de souveraineté, il faudra au moins préserver les apparences du mieux que possible pour ne pas trop froisser le peuple irakien.

Dans ce contexte de mondialisation du choc des civilisations, le Premier ministre irlandais Bertie Ahern rappelle quant à lui ce qui lie fondamentalement le bloc occidental, à savoir les intérêts économiques. Il nous dit qu'en définitive, tant que les pays atlantistes pourront jouir ensemble des richesses que la « *guerre au terrorisme* » aura sécurisées, se chamailler sur la forme que prendra cette domination demeurera inutile.

Dans cette même optique de hyènes autour d'une carcasse, si l'on fait abstraction du cynisme qui caractérise la vision anglo-saxonne, Edouard Balladur se répand dans une indignation bien compréhensible au sujet du respect que doit la fougueuse Amérique à sa vieille nourrice européenne. Comme l'a fait Michel Rocard auparavant, il met en avant l'expérience de l'Europe comme contrepartie à la puissance états-unienne et prêche une morale de la complémentarité plutôt que l'adversité. On pourrait cependant lui renvoyer précisément l'argument anglo-saxon : si la compétition économique

généralisée est maintenant indiscutable, nos différences ne nous mettent-elles pas fatalement dans une trajectoire de collision ? De plus, on notera dans sa tentative de démonstration l'absence d'un acteur de poids pour l'avenir : la Russie, amenée à devenir le moteur de l'Europe grâce à ses ressources naturelles.

Au sujet de cette Europe de la défense complémentaire de la force états-unienne si chère à M. Balladur, les ministres de la défense grec, tchèque et portugais font état dans *Le Figaro* de leur inquiétude quant au déséquilibre qui pourrait se dessiner à l'intérieur de l'Europe cette fois. La construction de l'Europe de la défense, si ardemment soutenue par les principaux intéressés il y a quelques mois (voir le texte des dirigeants de Thales, EADS et BAE, Tribunes Libres Internationales n°140), pourrait en effet profiter davantage aux pays du sommet de la chaîne technologique, pourtant propulsés par un mouvement d'ensemble. Ils insistent donc sur le partage des fruits de cette construction autant que des efforts nécessaires à la réaliser.

Membre d'une fondation financée par **George Soros**, qui surveille de près certains intérêts pétroliers sous couvert de bons sentiments, Zainab Bangura veut nous faire croire que la guerre qui a déchiré le Liberia durant onze ans est le fait d'une seule et unique incarnation du mal nommée Charles Taylor. Outre le fait qu'il ne fut qu'un pion dans une guerre instrumentalisée depuis nos contrées pour de juteux contrats, ce dernier a peut-être eu le tort d'ajouter l'indépendance financière à la barbarie : il s'est appuyé essentiellement sur la vente de diamants pour semer la destruction et le chaos. Quant à la pertinence du Tribunal pénal international sur cette question, est-il vraiment nécessaire de rappeler que tout procès sera une insulte à l'Afrique tant que certaines compagnies pétrolières ne figureront pas au banc des accusés ?

Enfin, le membre de l'International Crisis Group Robert Malley, également proche de George Soros mais cette fois en tant qu'opposant à George W. Bush, dresse un constat lucide sur la bataille électorale avec en décor de fond le cauchemar irakien. Au passage il souligne les atouts de Bush et fait des remontrances à John Kerry pour sa couardise, l'invitant pour changer à bomber le torse en présentant un programme politique.

Réseau Voltaire

Richard W. Murphy



Richard W. Murphy a été assistant secrétaire d'États pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud dans l'administration Reagan et ambassadeur en Syrie et en Arabie saoudite. Il est membre du Council on Foreign Relations.

« La liberté de prendre des mauvaises mesures en Irak »

Source : Gulf News

Référence : « Freedom to take missteps in Iraq », par Richard Murphy, *Gulf News*, 25 juin 2004.

Washington a surreprésenté la signification du 30 juin et il doit maintenant donner de la consistance à cet événement symbolique, sans quoi il donnera du crédit aux déclarations de Zarkawi qui dénonce cette organisation comme le pantin des États-Unis. Il faut convaincre les Irakiens que le transfert de souveraineté est une avancée sur la voie d'un Irak gouverné par les Irakiens. Pour cela, il est essentiel d'accepter toutes les mesures prises par ce gouvernement tant qu'elles ne mettent pas des vies américaines en danger. **John Negroponte** devra être particulièrement sensible à cette question. Ce gouvernement va garder l'image d'une institution extrêmement dépendante de nos actions et toutes les mesures que nous adopterons seront étudiées par les Irakiens qui s'efforceront de déterminer si nous leur laissons vraiment de l'autonomie.

Il est important, dans ces conditions, de prendre des mesures démontrant la confiance que nous avons dans le futur gouvernement comme de leur confier Saddam Hussein. Nous devons limiter les contacts entre nos troupes et les Irakiens ; Falludja a montré que les troupes irakiennes, même mal entraînées, obtenaient de bons résultats. Le gouvernement irakien devra également faire preuve de sagesse pour améliorer les conditions d'existence des irakiens. De notre côté, nous devons relancer le processus de paix au Proche-Orient et aider à la stabilisation de l'Arabie saoudite afin d'améliorer notre image.

Il faut avant tout garder à l'esprit que le nouveau gouvernement sert à donner un visage irakien au gouvernement irakien et à organiser des élections, pas à appliquer notre programme là bas.

Bertie Ahern



Bertie Ahern est Premier ministre de la République d'Irlande et président du Conseil européen.

« Le sommet Union européenne - États-Unis »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The EU-U.S. summit », par Bertie Ahern, *International Herald Tribune*, 25 juin 2004.

L'un des éléments centraux de la présidence irlandaise de l'Union européenne a été la relation transatlantique. En début d'année, lors de la 58^{ième} réunion entre le Parlement européen et le Congrès états-unien à Dublin, j'ai dit être persuadé qu'un partenariat transatlantique étroit était essentiel pour la prospérité et la croissance des deux côtés de l'Atlantique et pour toute la communauté internationale.

En travaillant ensemble, l'Union européenne et les États-Unis peuvent être une force formidable pour le bien du monde. Le sommet Union européenne - États-Unis de ce week-end à Dublin offre une chance de renforcer ce partenariat.

Dans un récent rapport, Daniel Hamilton et Joseph Quinlan ont démontré l'accroissement de l'interdépendance des économies européenne et américaine.

En dépit des disputes de l'année 2003 sur l'Irak, on a enregistré des records dans les relations économiques transatlantiques : les États-Unis et l'Europe représentent l'un pour l'autre les premiers marchés et les investissements américains rien qu'en Grande-Bretagne sont équivalents à la somme de leurs investissements en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine.

Par ailleurs, les rapports démontrent que ces relations économiques devraient encore s'accroître.

Je pense que le sommet, qui traitera également de l'Irak, du Moyen-Orient et du contre-terrorisme, servira à renforcer nos liens.

Édouard Balladur



Ancien Premier ministre français (1993-1995) et candidat à l'élection présidentielle de 1995, Édouard Balladur est député et président de la

« États-Unis-Union européenne : l'indispensable alliance »

Source : Le Figaro

Référence : « États-Unis-Union européenne : l'indispensable alliance », par Édouard Balladur, *Le Figaro*, 26 juin 2004

L'Europe et les États-Unis partagent des valeurs communes et ont une proximité naturelle, mais nous assistons à un éloignement des deux côtés de l'Atlantique depuis la fin de la Guerre froide. L'un des facteurs qui expliquent cette situation tient à l'attitude ambivalente des États-Unis par rapport à la construction européenne : ils l'ont tout d'abord favorisée, puis paraissent

maintenant considérer qu'il s'agit d'un contre-pouvoir dirigé contre eux. Aussi les États-Unis ont-ils privilégié la décision solitaire dans la conduite des relations internationales, semblant se méfier de la notion même d'alliance pour lui préférer la constitution de coalition *ad hoc*, car une alliance passe aussi par des divergences de vues. À cet égard, la conception qu'ont les États-Unis du rôle opérationnel de l'OTAN varie selon les circonstances : ils ne souhaitent pas son intervention après les attentats du 11 septembre mais la revendiquent en Irak. Cependant, quelles que soient les circonstances, l'OTAN, avec ses règles de fonctionnement et de concertation, est considérée comme une structure trop contraignante pour Washington. Un autre facteur de séparation est la perception différente du choc du 11 septembre, l'Europe sous-estimant le traumatisme.

Nous devons surmonter les malentendus et les contradictions en ré-analysant nos intérêts à long terme. Les États-Unis, compte tenu de leur histoire et de nos liens, sont le seul allié durable dont peut disposer l'Europe. Aussi, pour moi l'Europe ne saurait pas se construire contre les États-Unis et elle ne peut pas se passer de l'appui diplomatique et militaire américain, comme l'a illustré son incapacité à agir dans les Balkans dans les années 90. Le projet européen ne consiste pas à construire une superpuissance mondiale s'opposant aux États-Unis, mais à construire un nouvel équilibre où l'Europe fera entendre sa voix, une voix différente sans nécessairement être hostile. De leur côté, les États-Unis ont besoin d'alliés et ils ne disposent d'aucun autre allié à long terme que l'Europe. Malgré leur puissance sans équivalent, les États-Unis ne réussiront pas dans leurs projets en ignorant les Européens et leur expérience, fruit d'une histoire parfois douloureuse.

Plutôt que de nous éloigner, nous devons nous rapprocher pour bénéficier des avantages de notre complémentarité. Pour cela, il faut maintenir l'Alliance atlantique et ses capacités opérationnelles. Il faut également restaurer l'ONU en la réformant, mais nous ne devons pas l'abandonner. De plus, nous devons accepter que la bonne marche du monde doive l'emporter sur les intérêts nationaux des uns et des autres. La relation transatlantique est essentielle mais elle doit être fondée et cela nécessite des efforts des deux côtés.

Les États-Unis doivent cesser de critiquer toutes les initiatives prises par les Européens pour exister. Ils doivent également cesser de s'opposer à ceux qui veulent bâtir une Europe de la défense en leur reprochant d'introduire de la concurrence et de vouloir dupliquer les structures de l'OTAN. Les États-Unis devraient au contraire se féliciter que les Européens acceptent un « partage du fardeau » de la sécurité mondiale. Les Américains doivent aussi renoncer à la stratégie qui consiste à diviser l'Europe entre « bons » et « mauvais » alliés. De leur côté, les Européens doivent être moins angéliques et comprendre que les inquiétudes sécuritaires des États-Unis sont souvent fondées et nous concernent aussi. La "stratégie européenne de sécurité" adoptée par le Conseil européen en décembre 2003 va dans la bonne direction. C'est à nous de faire comprendre aux Américains que seule la construction d'une Europe forte peut contribuer à résoudre les grands problèmes qui se posent au monde et qui ignorent désormais les notions classiques de frontière et de souveraineté. Ensembles, Européens et Américains peuvent aider à réguler la mondialisation en renforçant la concertation dans le domaine du commerce mondial, la gestion des taux de change entre le dollar et l'euro, les initiatives en faveur du développement et la préservation des ressources naturelles. Pour y parvenir nous serons obligés non seulement de nous entendre, mais également de

renoncer à une part de notre souveraineté pour accepter des décisions adoptées dans un cadre multilatéral. Les Etats-Unis doivent admettre des limitations à leur souveraineté.

Paulo Portas, Miroslav Kostelka, Spilios Spiliotopoulos



Paulo Portas est ministre de la Défense portugais.



Miroslav Kostelka est ministre de la Défense tchèque.



Spilios Spiliotopoulos est ministre de la Défense grec.

« N'oublions pas les "petits" pays ! »

Source : Le Figaro

Référence : « N'oublions pas les « petits » pays ! », par Paulo Portas, Miroslav Kostelka et Spilios Spiliotopoulos, *Le Figaro*, 26 juin 2004

En novembre 2003, l'UE a décidé de créer une Agence intergouvernementale visant à développer les capacités de défense européenne en les coordonnant dans quatre grands chapitres : le développement des capacités, la politique d'armement, la recherche et le développement et la base industrielle des États membres. La création de cette agence coïncide avec l'avènement d'un nouvel environnement de sécurité qui a un impact sur la vie des citoyens. En tant qu'Union élargie dans un monde plein de nouveaux risques et menaces, il faut que nous soyons préparés, pour savoir faire face en apportant notre contribution à un système multilatéral effectif. Il faut aussi que nous nous efforcions de combler le décalage technologique transatlantique. Cette agence était très attendue car elle introduit des pratiques plus efficaces, une dynamique d'innovation et contribue à l'établissement d'un marché européen d'équipements de défense (Edem) et d'une base industrielle et technologique européenne (DTIB) globalement compétitifs. Nous avons déjà largement rendu grâce au très bon travail de **Javier Solana** et de son équipe mais nous pensons qu'il est utile d'apporter quelques réflexions sur les options possibles à venir.

On s'accorde à penser que l'Agence apportera une nouvelle ambition à la politique européenne de sécurité et de défense. Par ailleurs la République tchèque, la Grèce et le Portugal ont toujours été très engagés dans le développement de ce processus. Il est naturel que les modèles à suivre soient ceux des pays les plus industrialisés dans le domaine de la défense. Il est prévisible qu'il y aura des phénomènes de concentration et de spécialisation industrielle, c'est-à-dire que les pays moins développés devront fournir un plus grand effort dans la modernisation de leurs moyens. C'est normal et il est aussi dans l'intérêt de ces pays d'avoir une agence qui puisse contribuer à dynamiser l'harmonisation des capacités militaires européennes. Toutefois, cette agence a été pensée suivant une logique intergouvernementale et sur les questions fondamentales, il faudra obtenir le consensus.

La nouvelle organisation doit renforcer les capacités de défense et contribuer à la création d'un vrai marché européen d'armements, mais elle doit de la même manière parvenir à renforcer le DTIB et à encourager le développement de son potentiel de recherche. Nous vivons une époque d'intégration des industries de la défense de plus en plus complexe et exigeante. L'agence sera une réussite si elle arrive à générer des opportunités de coopération dans un esprit de partage.

Zainab Bangura

Zainab Bangura est cofondateur de la Campaign for Good Governance à Freetown, en Sierra Leone et du Movement for Progress Party, qu'il préside également. Il est membre du conseil d'administration de l'Open Society Institute for West Africa et de l'International Crisis Group.

« Se moquer du respect de la loi »

Source : Washington Post

Référence : « Flouting the Rule of Law », par Zainab Bangura, *Washington Post*, 25 juin 2004.

L'année dernière, quand un tribunal pour les crimes de guerre en Sierra Leone a inculpé Charles Taylor pour avoir ravagé le Sierra Leone, mon pays, cela a suscité un immense espoir en Afrique occidentale. Cependant, l'échec de la communauté internationale à mettre en pratique cette inculpation a fait disparaître cet espoir et Taylor demeure une menace.

Après avoir combattu pour prendre le pouvoir au Libéria, Taylor a joué un rôle central dans la guerre de 11 ans qui a touché mon pays, via son soutien à un mouvement rebelle brutal. Taylor a pris possession des mines de diamants pour s'enrichir avec ses hommes de main. Ils ont exploité les enfants pour en faire des soldats, ont pratiqué des amputations de masse et ont été responsables de viols et de mutilations de nombreuses femmes. Le Sierra Leone a demandé l'aide de l'ONU pour juger les hauts responsables de ces méfaits et cela a conduit à la création d'un tribunal international.

Taylor avait pour habitude de briser les accords de paix et de relancer les processus quand il était en difficulté pour se donner le temps de réorganiser ses troupes, cette fois ci, l'inculpation par ce tribunal l'a empêché de mener sa stratégie habituelle. Malheureusement, plutôt que d'être envoyé en Sierra Leone, les diplomates ont négocié son départ pour le Nigeria. Sans surprise, il tente de regagner le pouvoir depuis cette base arrière d'où il encourage ses partisans aux actions violentes. Comme trop souvent dans la région, le droit est ignoré et le Nigeria accueille Taylor en violation de ses propres lois d'asile. Si on ne juge pas Taylor, les dirigeants africains conserveront un sentiment d'impunité.

Robert Malley

Robert Malley est directeur du Middle East Program de l'International Crisis Group. Il a été l'assistant spécial du président Bill Clinton sur la question israélo-arabe (1998-2001).

« La différence démocrate se fait attendre »

Source : Le Monde

Référence : « La différence démocrate se fait attendre », par Robert Malley, *Le Monde*, 26 juin 2004

Trois ans après les attentats du 11 septembre, **George W. Bush** a perdu les bénéfices de l'unanimité qui mettait son administration à l'abri de toute critique. Les déboires en Irak ont brouillé l'image que l'administration Bush comptait donner de l'Amérique. L'Amérique ne sait plus que faire de sa guerre

en Irak et il devient difficile de parler encore de " libération " alors que la résistance à notre présence s'étend désormais à tout le pays.

Les Etats-Unis craignent que sunnites et chiites ne puissent trouver de terrain d'entente ; ils en sont venus à redouter qu'ils le fassent à leurs dépens. Il est bien trop tôt pour parler d'insurrection généralisée ou de guerre civile, mais faute de changements profonds en Irak, les dynamiques enclenchées risquent de mener à terme à une défaite stratégique américaine. Les prétextes servant à déclencher la guerre sont tombés et les images d'Abu Ghraib ont fini de ruiner notre crédibilité morale. Aujourd'hui, l'administration Bush mise sur la date du 30 juin et sur l'irakisation graduelle des forces de sécurité pour redorer son blason, mais le symbole du transfert de souveraineté résistera-t-il longtemps à la vue de forces irakiennes refusant de mater les rebelles que les troupes américaines s'en iront combattre ?

Les échecs de l'administration Bush sont liés à une appréciation démesurément idéologique des priorités, un orgueil délirant et une méconnaissance profonde du monde arabe et du phénomène terroriste. Par sa politique, l'administration Bush a divisé Américains, Européens et Arabes au moment où il fallait réaliser l'union contre Al Qaïda. N'en déplaise à Bush, le terrorisme d'origine islamiste ne se nourrit pas d'une haine abstraite de la liberté, de la démocratie ou du mode de vie américain. Il recrute sur des bases politiques et ce problème ne pourra être résolu qu'à travers une approche politique. Or, depuis le 11 septembre 2001, on n'a guère fait de politique, ou si mal, occupant un pays arabe et négligeant le conflit israélo-palestinien, cause principale de radicalisation dans la région.

On aurait tort cependant de voir dans ces échecs la fin de l'ère Bush car ses atouts sont considérables : des fonds électoraux sans précédent, une carte électorale qui, au vu des évolutions démographiques, lui est plus favorable qu'en 2000 ; l'image (certes écornée) d'un chef de guerre ; un adversaire en mal de charisme, et surtout une forte reprise économique créatrice d'emplois. La démission du chef de la CIA lui a offert un bouc émissaire pour les bévues commises et la mort de Ronald Reagan lui a offert la possibilité de multiplier les parallèles entre l'action des deux présidents. Il suffirait d'un léger mieux en Irak à l'automne pour rassurer l'électorat sur la situation dans ce pays. Pourtant, John Kerry ne semble compter que sur les fourvoiements du président et sur la lassitude du peuple américain. En outre son équipe semble interpréter l'élection comme un référendum sur Bush.

C'est une stratégie risquée malgré ce qu'annoncent les sondages. Il faut qu'il se démarque de Bush et énonce une autre politique. On voyait poindre une campagne dans laquelle Bush mettrait l'accent sur les succès à l'étranger et Kerry sur les difficultés internes, paradoxalement, le contraire est désormais possible. Il n'en est que plus impératif pour le candidat démocrate de démontrer qu'il serait capable de résoudre les problèmes que - par excès d'arrogance et par défaut de discernement - Bush lui aura, et nous aura, légués.